

Le Sensationnalisme prime sur le travail sérieux - Interview de Dick Marty

07/09/2011 - L'Hebdo / Suisse

07/09/2011 - L'Hebdo / Suisse

Le conseiller aux Etats quittera Berne à la fin de l'année. Il revient sur ses enquêtes pour le Conseil de l'Europe, épingle le climat politique dégradé au Parlement et livre son incompréhension face à l'évolution de son parti, le PLR. Eternel révolté, enquêteur hors pair et figure de proue atypique du Parti libéral-radical, Dick Marty s'apprête à quitter le Conseil des Etats après seize années passées à Berne, à l'âge de 66 ans.

Le conseiller aux Etats quittera Berne à la fin de l'année. Il revient sur ses enquêtes pour le Conseil de l'Europe, épingle le climat politique dégradé au Parlement et livre son incompréhension face à l'évolution de son parti, le PLR. Eternel révolté, enquêteur hors pair et figure de proue atypique du Parti libéral-radical, Dick Marty s'apprête à quitter le Conseil des Etats après seize années passées à Berne, à l'âge de 66 ans.

Si le Tessinois, ancien procureur de son canton, a beaucoup fait parler de lui ces dernières années pour ses investigations sur les prisons secrètes de la CIA ou le trafic d'organes au Kosovo dans le cadre de son mandat au Conseil de l'Europe, il a aussi marqué de son empreinte la réforme de la justice pénale fédérale et porte un regard acerbe sur l'évolution de la politique suisse.

La semaine dernière, un procureur américain a été nommé pour enquêter sur le trafic d'organes évoqué dans votre rapport sur le Kosovo et de nouvelles preuves sont apparues concernant les vols clandestins de la CIA que vous dénoncez depuis 2007. Le temps vous a donné raison?

J'ai toujours pensé qu'avec le temps ces vérités éclateraient au grand jour. Depuis la parution de mon rapport sur les vols de la CIA, en 2006, presque tout a été confirmé. Il y a d'ailleurs eu quelques épisodes piquants. Lorsque je traçais la toile d'araignée de ces transports de personnes soupçonnées de liens avec le terrorisme islamique, j'avais évoqué des atterrissages dans un aéroport turc. J'ai alors été traité de tous les noms d'oiseaux possibles par la presse et les autorités turques. Or, il y a quelques mois, je suis tombé sur une dépêche de l'ambassade des Etats-Unis à Ankara publiée par Wikileaks, datée du lendemain de la parution de mon rapport, qui me donnait raison. De même, le gouvernement de Gordon Brown a dû revenir sur des déclarations de Tony Blair où il niait que des vols de la CIA soient passés par la petite île britannique de Diego Garcia.

Et sur le Kosovo, vous êtes satisfait de voir l'enquête avancer?

Il y a eu une percée, mais il y a encore beaucoup trop d'intérêts en jeu. Mon rapport ne se limite d'ailleurs pas au trafic d'organes. J'y évoque aussi des centaines de disparus et de morts, ainsi que les liens étroits entre l'équipe au pouvoir et le crime organisé. La communauté internationale a toujours fermé les yeux là-dessus. Pour elle, le Kosovo doit être un symbole de réussite. Je rappelle que les bombardements de l'OTAN ont été effectués sans la légitimité du Conseil de sécurité de l'ONU. Il fallait donc absolument que cette opération se solde par un succès. On en a fait une espèce de dogme, en consignnant les victimes d'un côté et les bourreaux de l'autre, alors qu'il y en a eu des deux côtés.

La Confédération vous a-t-elle soutenu lors de la publication de ces rapports?

Pas plus qu'un autre gouvernement. La plupart des pays me considéraient alors comme un empêchement de tourner en rond. Ils étaient en outre liés aux Etats-Unis par un devoir d'allégeance. En octobre 2001, l'administration Bush a présenté son plan antiterroriste aux Etats membres de l'OTAN lors d'une séance confidentielle: les opérations seraient menées par la CIA, les alliés de l'Amérique lui prêteraient assistance via leurs services secrets et ils garantiraient l'immunité et l'impunité des agents américains agissant sur leurs territoires. Ce plan a été étendu aux Etats candidats à l'OTAN et à un certain nombre de pays appartenant au Partenariat pour la paix de l'organisation (une structure dont la Suisse fait partie, ndlr).

Vous avez également passé seize ans à Berne. Quelles sont les réalisations dont vous êtes le plus fier?

Je suis très satisfait que l'une de mes propositions ait permis de rendre le Ministère public de la Confédération (MPC) plus indépendant de la Confédération. J'ai toujours été contre la soumission du MPC, noyau de la justice pénale, à la surveillance du Conseil fédéral. Je trouve également inacceptable que le procureur soit nommé par l'exécutif. Il est bon que ce soit l'Assemblée fédérale qui l'élise et que le MPC soit surveillé par une autorité indépendante. En revanche, je reste choqué par le fait que les juges soient élus selon un principe strictement mathématique de représentativité des partis, alors que le critère premier devrait être leur qualité. Cette pratique est contraire à tous les standards internationaux de désignation des juges!

Qu'est-ce qui vous a le plus déplu à Berne?

La dégradation du climat et de la qualité des débats. Lorsque je suis arrivé au Conseil des Etats, j'ai été enchanté par la camaraderie, le respect et l'amitié qui régnaient entre les parlementaires. Le personnel politique était également de grande qualité: en 1995, il y avait quatre professeurs d'université à la Chambre des cantons. Aujourd'hui, il n'y en a plus aucun. J'ai l'impression qu'il y a toute une catégorie de personnes qui pourraient apporter énormément au Parlement, mais qui ne sont plus disposées à s'exposer car la vie politique est devenue beaucoup plus brutale. Le sensationnalisme prime aujourd'hui sur le travail sérieux. On ne parle jamais de certains parlementaires qui font du bon travail en commission mais dont la communication est modeste. En revanche, ceux qui ne viennent presque jamais aux séances ou qui passent leur temps pendus au téléphone en dehors de la salle font la une des journaux à la moindre petite phrase assassine.

Assiste-t-on à une polarisation du champ politique?

Oui. Face à la complexification des problèmes, on réagit en proposant les solutions les plus simples possibles. Par exemple, dans le domaine de la criminalité, on réclame une réforme du Code pénal, on exige des peines plus sévères ou on soutient l'initiative demandant l'imprescriptibilité des délits sexuels, alors que ces mesures n'apportent aucune solution. La réponse doit être beaucoup plus complexe: il faut accroître le nombre de policiers, améliorer leur formation, se doter de services sociopédagogiques, agir sur l'éducation à l'école. Le plus navrant est que l'on sait cela depuis le XVIIe siècle! Or, ceux qui demandent des peines plus strictes sont les mêmes qui s'opposent à l'augmentation des budgets pour atteindre ces buts. Je suis très inquiet. Le climat actuel me rappelle un peu celui des années 30. Il y a de nombreuses dynamiques similaires à l'œuvre, comme la construction de l'image d'un ennemi commun, la crise financière, l'incertitude face à l'avenir ou encore l'incompréhension des changements à l'œuvre dans le monde. Cela favorise la recherche de certitudes, d'hommes forts et de messages tranquilisants.

Quel rôle joue l'UDC dans cette évolution?

On observe ce phénomène un peu partout dans le monde, du mouvement du Tea Party aux Etats-Unis à l'UDC ou la Lega en Suisse. Ces partis sont composés de profiteurs qui alimentent les craintes pour en tirer un bénéfice politique, d'opportunistes qui rejoignent ces formations car ils ne sont pas parvenus à faire une carrière politique ailleurs et d'ingénus qui croient à leurs messages. Je suis heureux d'être dans un parti qui possède un vrai bagage d'idées, qui fait un travail de longue haleine d'information et de formation de l'opinion publique, même si cela doit lui coûter 5 ou 6% lors des prochaines élections fédérales.

Pourtant, vous avez souvent fait figure de radical atypique...

Au début de mon activité politique fédérale, j'étais très à l'aise dans mon parti, mais il y a eu des changements avec lesquels j'ai de grandes difficultés. Historiquement, le Parti radical a toujours été une formation progressiste, parfois même révolutionnaire. Pour moi, la Suisse ce n'est pas le Grütli, c'est celle de 1848. Les radicaux ont fondé un Etat libéral et démocratique au milieu d'une Europe autoritaire et répressive. Un acte de courage et de clairvoyance incroyable. Mais aujourd'hui, ce parti se limite toujours plus à la défense de certaines catégories de la population. L'économie est importante, mais l'action politique ne peut se limiter à cela. La libre concurrence ne peut fonctionner que si un Etat fort en fait respecter les règles. On le voit ces jours: un petit nombre d'importateurs parvient à influencer tous les prix en Suisse.

Comment envisagez-vous l'avenir de la place financière suisse et du secret bancaire?

J'ai toujours dit que la Suisse ne pouvait pas se contenter d'être un refuge pour les fraudeurs fiscaux des pays nous entourant. Mais lorsque j'évoquais il y a quelques années ce qu'on appelle aujourd'hui la Weissgeld-Strategie (stratégie de l'argent propre), on me traitait de traître à la patrie. Le secret bancaire avait un sens dans les années 30, lorsqu'il servait à protéger des gens persécutés dans leur pays, mais plus aujourd'hui, dans l'Europe d'après-guerre démocratique. J'ai vu des scènes incroyables au Tessin, des milliards qui passaient la frontière camouflés dans des voitures sous le regard amusé des douaniers. Si je me mets dans la peau des Allemands, je comprends qu'il soit vexant de voir tous ces gens, qui ont fait fortune grâce aux études universitaires payées par l'Etat, placer leur argent en Suisse.

Récemment, la Suisse a mis fin à un autre tabou en gelant les fonds de plusieurs dirigeants, suite aux révolutions dans le monde arabe...

Si je voulais être cynique, je dirais qu'il a fallu que ces potentats tombent pour qu'on s'aperçoive qu'il s'agissait de dictateurs. Lorsque j'étais procureur, j'ai dénoncé les banquiers d'UBS et du Credit Suisse qui réceptionnaient des valises d'argent en provenance de Bulgarie, sans les déclarer au MPC. Il ne faut pas oublier que ce sont ces gens qui ont imprégné la culture bancaire de ce pays. Il n'en a pas toujours été ainsi. La Suisse a eu des banquiers de grande valeur, humanistes, prudents et très attachés à leur patrie. Mais je ne retrouve plus ces qualités chez les banquiers actuels.

J'ai également été choqué par la session extraordinaire que le Parlement a consacrée aux révolutions arabes. Au lieu d'évoquer l'assistance que la Suisse pourrait apporter à une transition démocratique dans ces pays, on s'est focalisé sur les mesures pour protéger la Suisse contre une invasion de Tunisiens, alors que pas un seul d'entre eux n'était encore arrivé. Il s'agit là encore d'un indicateur de la qualité de la classe politique actuelle.

Maintenant que vous quittez Berne, quels sont vos projets?

Mercredi, je présente un rapport au Conseil de l'Europe sur le secret d'Etat. Cette notion est systématiquement invoquée au nom de la défense des intérêts de l'Etat, alors qu'elle sert plutôt à couvrir des actes criminels. Dans ce document, j'épingle notamment la Suisse pour son rôle dans l'affaire Tinner ou pour sa réticence à donner l'autorisation – restée plusieurs mois dans les tiroirs du Ministère de la justice – au MPC de poursuivre les personnes qui avaient enlevé l'imam milanais Abou Omar (kidnappé par la CIA, il a été emmené en Egypte via l'Allemagne, en survolant la Suisse, ndlr). Après cela, je n'ai pas de projets précis.

PROFIL

DICK MARTY

1945 Naissance à Sorengo (TI).

1975 Il est nommé procureur du Tessin.

1989 Elu conseiller d'Etat dans son canton, en charge des Finances.

1995 Election au Conseil des Etats.

2006 et 2007 Présentation de son rapport sur les prisons secrètes de la CIA.

2010 Publication de son rapport sur le Kosovo.

«LE CLIMAT ACTUEL ME RAPPELLE UN PEU CELUI DES ANNÉES 30.»

«LA SUISSE NE PEUT PAS SE CONTENTER D'ÊTRE UN REFUGE POUR LES

FRAUDEURS FISCAUX.»

PROPOS RECUEILLIS PAR JULIE ZAUGG

D'ALLÉBILAN.□□□□□